

ARRÊTÉ DU MAIRE
DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

ARRÊTÉ N° AR_2023_0142_CC

TRAVAUX : FORAGE DIRIGE SOUS ROUTE

DU 16 JANVIER AU 03 FEVRIER 2023

4 - 11 RUE HIPPOLYTE DE TOCQUEVILLE

SUR LA COMMUNE DÉLÉGUÉE

DE CHERBOURG-OCTEVILLE

6. Libertés publiques et pouvoirs de police
6.1 Police Municipale

Le Maire de la ville de Cherbourg-en-Cotentin,
VU le Code Général des Collectivités territoriales,
et notamment les articles L 2212-1 et suivants et
les articles L 2213-1 et suivants,
VU le Code de la route, notamment les articles
R417-10 et L325-1 et suivants,
VU l'instruction interministérielle sur la
signalisation routière (livre 1 - 8^{ème} partie -
signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté
interministériel du 6 novembre 1992,
VU le règlement de voirie de l'ex Communauté
urbaine de Cherbourg du 29 mars 1989 et
notamment les articles 25, 26 et 27,
Vu l'arrêté de délégation du 12 octobre 2022,
n° AR_2022_3724_CC, relatif à la délégation de
fonction et de signature aux 15 maires adjoints,
VU la demande de la SAS COQUART.EU pour le
compte d'ENEDIS en date du 10 janvier 2023
Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des
personnes pendant la durée des opérations,

ARRÊTÉ
DU 16 JANVIER AU 03 FEVRIER 2023

ARTICLE 1^{er} - RUE HIPPOLYTE DE TOCQUEVILLE

La chaussée sera rétrécie et la circulation ralentie, par panneaux, au droit des travaux, le temps des travaux.

La zone devra être sécurisée.

Autorise la mise en place de barrière de chantier, sur 30m, le temps des travaux.

Le passage, la sécurité des piétons et la circulation des véhicules doivent être maintenus en permanence (3 mètres de largeur minimum pour les véhicules de secours).

ARTICLE 2 - Les véhicules en infraction au présent arrêté pourront être enlevés et mis en fourrière aux risques et frais des contrevenants.

ARTICLE 3 - La signalisation et la pré-signalisation des lieux seront mises en place par la SAS COQUART.EU (10 ter rue Wathieumetz 62130 St Michel sur Ternoise), responsable des opérations qui assurera par ailleurs la protection et le balisage du chantier. Il appartient également à l'entreprise pétitionnaire de mettre en conformité avec l'arrêté la signalisation de police existante (masquage de panneaux etc...). Le présent arrêté devra être affiché sur le lieu des opérations conformément à la réglementation en vigueur, à moins de 1,80 m du sol.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté ne donnera lieu à la perception d'aucune redevance.

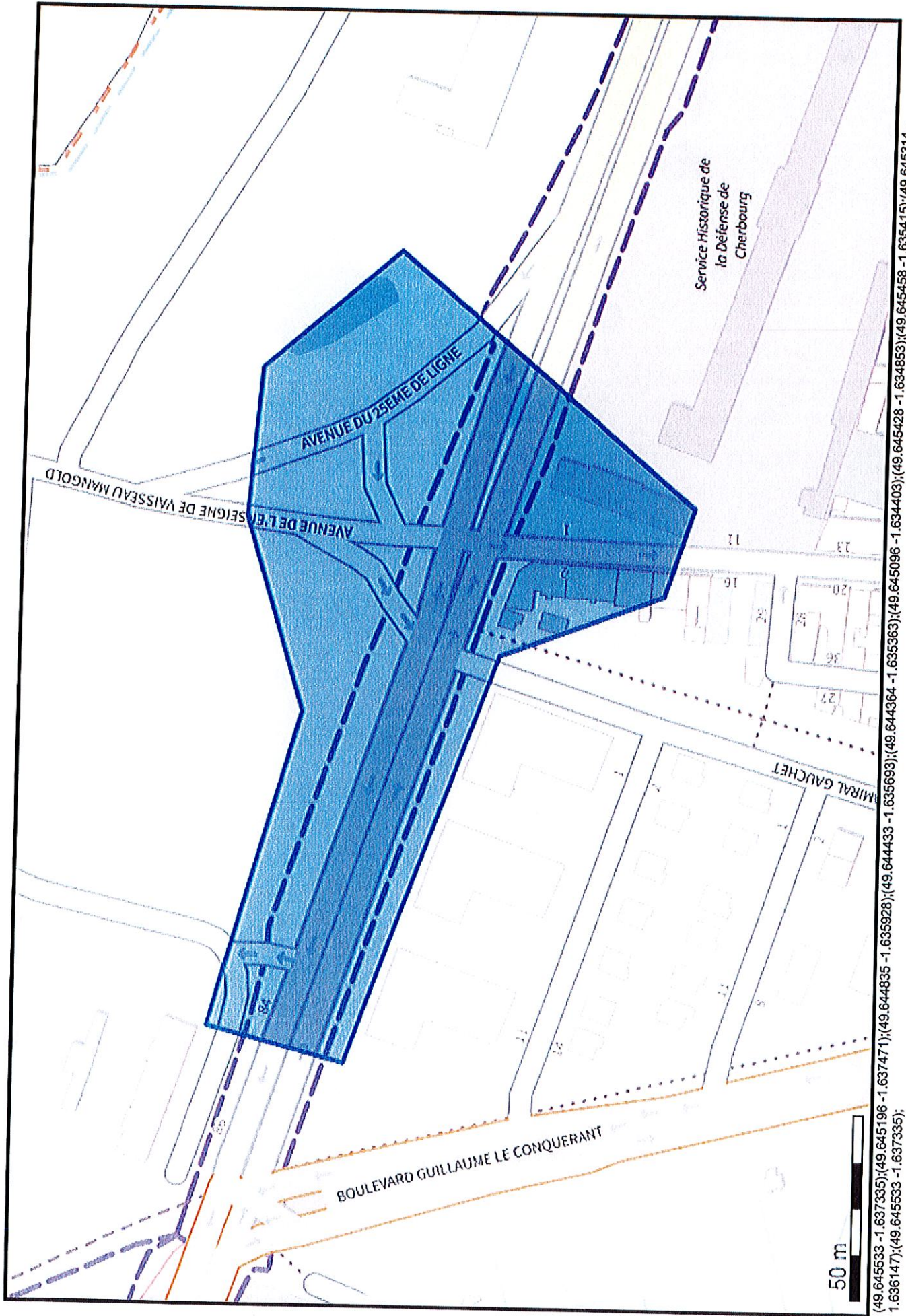
ARTICLE 5 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire ou contentieux devant le Tribunal Administratif (3, rue Arthur LE DUC - 14000 CAEN), dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 - Le Directeur Général des Services, la Directrice Générale du Pôle patrimoine et cadre de vie, la Commissaire Centrale de police et le service de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le 12 janvier 2023,
Pour le Maire et par délégation
Le Maire adjoint,

Pierre-François LEJEUNE





Service Historique de
la Défense de
Cherbourg

AVENUE DU 25EME DE LIGNE

AVENUE DE L'ENSEIGNE DE VAISSEAU MANGOLD

BOULEVARD GUILLAUME LE CONQUERANT

MIRAL GAUCHET

50 m

(49.645533 -1.637335);(49.645196 -1.637471);(49.644835 -1.635928);(49.644433 -1.635689);(49.644364 -1.635363);(49.645096 -1.634403);(49.645428 -1.634853);(49.645458 -1.635415);(49.645314 -1.636147);(49.645533 -1.637335);